Approche organisationnelle des enjeux de gouvernance autour d'un dispositif d'éducation coordonné

MODALITEA

Origine du projet

Cette approche est le travail de Basile Verdeau, lors d'un stage qu'il a effectué dans nos équipes, qui visait à interroger les modalités de coordination en vue de ce dispositif, à travers une analyse de la politique d'éducation à l'alimentation à l'échelle nationale et dans le cas de la région Île-de-France.

La problématique de recherche concerne principalement le rôle de l'État et de ses services déconcentrés en région Île-de-France dans la conception, la mise en œuvre et la coordination d'une politique d'éducation à l'alimentation de la jeunesse

Notre approche de l'éducation alimentaire

Nous n'envisageons ici l'éducation que comme une action politique, qui d'une certaine façon vise à prendre le relais et/ou compléter l'éducation familiale, dans un contexte où la transmission des habitudes et des savoir-faire alimentaires des parents vers les enfants est jugé insuffisante. L'enfant est donc également considéré comme « prescripteur », c'est-à-dire comme médiateur des messages de santé publique en direction de sa famille (« cibler leurs proches »

La Méthodologie

Nous nous appuyons d'une part sur un **ensemble de documents institutionnels et sur des publications scientifiques issues de différents champs disciplinaires**. D'autre part, nous nous fondons sur **une série d'entretiens semi-dirigés menés entre mars et juin 2021 auprès d'acteurs nationaux et régionaux (Île-de-France) impliqués dans l'éducation à l'alimentation, en grande majorité des représentants de l'État, ainsi que deux chercheurs.**

Les résultats de notre analyse

- L'alimentation est une notion vaste qui recouvre de nombreux enjeux

Actuellement, cette politique vise à dépasser le cadre de l'éducation à la santé et à prendre en considération l'ensemble des enjeux des systèmes alimentaires. Il s'agit donc de répondre à différents objectifs qui concernent aussi bien la santé publique (en particulier la réduction du surpoids et de l'obésité) mais aussi le bien-être de façon plus large, la formation citoyenne, l'éducation au développement durable, la reconnexion avec l'agriculture ou encore la sensibilisation aux aspects culturels de l'alimentation.

Cette globalité est conçue pour répondre à **un ensemble très vaste d'enjeux sanitaires, environnementaux, économiques, sociaux et culturels.**

Cette multiplicité d'enjeux représente **à la fois une opportunité pour fédérer les acteurs et un frein pour aborder l'alimentation comme un véritable sujet**.

La cohérence entre les messages et les acteurs est la clé d'une éducation efficace

Les politiques actuelles envisagent cette éducation de façon **transversale** : il ne s'agit pas d'un espace ou d'un temps éducatif en soi mais d'un**e intégration des enjeux alimentaires dans l'ensemble du parcours de vie d'un enfant**, aussi bien dans le cadre familial que dans le cadre scolaire et périscolaire et **d'associer l'ensemble des éducateurs.** Le CNA souligne également l'importance d'une **cohérence des messages avec le discours publicitaire qu'il s'agit de mieux encadrer et avec l'accessibilité des produits sains pour tous** (CNA 2019).

Approche organisationnelle des enjeux de gouvernance autour d'un dispositif d'éducation coordonné

MODALITEA

La coordination entre les acteurs est difficile et les initiatives locales prévalent

l'éducation à l'alimentation repose majoritairement sur **des négociations locales et des acteurs motivés, en lien avec les particularités du territoire. Les actions sont nombreuses mais hétérogènes et mal identifiées par les services de l'État.** Ce type d'éducations transversales mobilise également les associations, qui malgré des financements publics ne s'inscrivent généralement pas dans une politique globale, régionalisée et menée par l'État, mais dans une forme de « bricolage » local.

La cohérence entre les messages et les acteurs est la clé d'une éducation efficace

Les politiques actuelles envisagent cette éducation de façon **transversale** : il ne s'agit pas d'un espace ou d'un temps éducatif en soi mais d'un**e intégration des enjeux alimentaires dans l'ensemble du parcours de vie d'un enfant**, aussi bien dans le cadre familial que dans le cadre scolaire et périscolaire et **d'associer l'ensemble des éducateurs.** Le CNA souligne également l'importance d'une **cohérence des messages avec le discours publicitaire qu'il s'agit de mieux encadrer et avec l'accessibilité des produits sains pour tous** (CNA 2019).

Quel destin pour les messages éducatifs de l'État ?

Les acteurs ont des représentations hétérogènes du sujet alimentaire
Le souci de mise en cohérence des messages se heurte à la diversité d'opinions et de données, scientifiques ou non, concernant les différents enjeux alimentaires.
Par des outils de communication tels que le vademecum de l'Éducation Nationale, **l'État cherche à imposer un référentiel commun mais ce document, très généraliste, peut être abordé par les acteurs de manières différentes.** Les adultes au contact des enfants ne sont généralement pas formés à une approche globale de l'alimentation et n'abordent l**e sujet qu'à travers le prisme de leur champ professionnel et disciplinaire.**
A**insi, si chaque adulte est en mesure de transmettre des messages et de bénéficier d'outils pédagogiques à disposition, il n'y a aucune garantie qu'il soit en accord avec l'approche globale défendue par l'État.**

L'État certifie et labellise les discours en accord avec une vision globale

Nous constatons que **les outils d'évaluation ne sont pas homogènes sur l'ensemble du territoire national**. D'autre part, il apparaît **délicat pour l'État de gouverner ainsi les relais de l'éducation alors qu'il ne parvient pas toujours à les identifier.**

Les instances de dialogue et de pilotage favorisent la coordination

Les Comités régionaux de l'alimentation (CRALIM), les comités d'éducation à la santé et à la citoyenneté (CESC académiques, départementaux ou dans les établissements scolaires), les Contrats locaux de santé (CLS) ou encore les Projets alimentaires territoriaux (PAT) permettent notamment de **mettre au courant les différents acteurs locaux des politiques éducatives et de s'accorder sur des diagnostics et des besoins locaux.**

Le manque d'une définition claire des principes et des objectifs des projets éducatifs et la complexe prise en compte d'enjeux souvent difficilement conciliables laissent libre cours à la coexistence d'initiatives locales, non ou peu évaluées, non ou peu intégrées à une politique d'État